L’État attend 400 millions d’euros de la vente de son patrimoine immobilier

08/10/2010 à 10h00

En cette période de rigueur, toutes les économies sont bonnes à prendre. L’État espère ainsi engranger quelque 400 millions d’euros en 2011 grâce à des cessions immobilières, a déclaré mercredi le ministre du Budget, François Baroin.

> *François Baroin veut que l’État cède ses bâtiments «non utilisés ou trop chers»…*

500.000 m2 en moins

«*Le marché de l’immobilier nous a appris à être prudents, j’espère que cet objectif sera dépassé*», a –t-il affirmé à l’occasion de l’installation du nouveau président du Conseil de l’immobilier de l’État (CIE), le député UMP de l’Orne Yves Deniaud. François Baroin a estimé que l’État devait «*savoir céder les bâtiments non utilisés ou trop chers*».

En juin dernier, le ministre a présenté en juin un plan pluriannuel 2010-2013 des cessions immobilières. Ce dernier prévoit de vendre 1.700 bâtiments et terrains en trois ans.

Sur la période 2007-2010, les surfaces immobilières de l’État ont déjà été réduites de 184.000 m2. Le programme pluriannuel table sur 500.000 m2 de moins d’ici à 2012.

Limiter les loyers

Le ministre du Budget s’est aussi dit «*déterminé à réduire les loyers que nous versons aux bailleurs privés*».

Il a annoncé qu'il demanderait aux services de l'État de fixer une norme maximale de loyer que l'État peut payer dans chaque grande agglomération. Ce dispositif a déjà été mis en place en l'Île-de-France. «*Plus aucun bail ne doit être signé au-dessus*» d'un loyer fixée à 400 euros par mètre carré et par an, a-t-il rappelé.

20 Minutes